



# La Transnistrie, à l'ombre de la guerre en Ukraine

EUROPE DANS  
LE MONDE

DÉCRYPTAGE  
MAI 2024

#Transnistrie  
#Ukraine  
#Moldavie

*Deux ans de guerre en Ukraine ont accentué la dépendance économique et les divisions sociales en Transnistrie. La région séparatiste moldave risque l'effondrement alors qu'est ravivée la perspective de sa réintégration à Chisinau.*

Le 28 février 2024, quelques jours seulement après le deuxième anniversaire du début de la guerre en Ukraine, le président de la Transnistrie, Vadim Krasnoselski, a convoqué un congrès réunissant les élites politiques de cette région séparatiste de la Moldavie. Cette initiative transnistrienne, faisant appel à la protection de la Russie (plus de 200 000 habitants disposeraient d'un passeport russe), comme lors de précédentes situations préalables à des guerres connues en Géorgie et en Ukraine, a fait craindre aux observateurs internationaux une extension

immédiate du conflit ukrainien dans ce territoire limitrophe de l'Ukraine méridionale. Toutefois, la crainte largement relayée par les médias internationaux a contrasté avec le calme local quant au risque d'ouverture d'un nouveau front. Au cours des deux dernières années, la Moldavie et, en son sein, la Transnistrie ont été témoins de transformations significatives qui ont façonné sa dynamique politique, économique et sociale, expliquant sans doute le décalage de perceptions. En dépit des apparences, le danger actuel pour la Transnistrie à court terme est sans doute moins militaire stricto sensu que socio-économique, et par conséquent **moins le risque d'escalade que d'effondrement.**

Ce papier vise à analyser ces évolutions et à évaluer leurs implications pour la Transnistrie et les perspectives pour la résolution

**Florent Parmentier**, chercheur associé à l'Institut Jacques Delors (Centre Grande Europe), Secrétaire général du centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)

du conflit transnistrien<sup>1</sup>. Nous aborderons d'abord ce front stratégique de la guerre en Ukraine, mettant en lumière les contradictions et les complexités des interactions entre une Transnistrie cherchant à survivre et la guerre sévissant à ses frontières. Ensuite, nous explorerons le changement de statut sécuritaire de la région séparatiste, passant du risque militaire à la vulnérabilité socio-économique, examinant comment la guerre a menacé la stabilité de cette entité séparatiste. Enfin, nous nous pencherons sur les perspectives présentes, entre intégration européenne et réintégration de la Transnistrie au sein de la Moldavie, pour comprendre les futures orientations possibles de la région.

## I • Un foyer de tensions au Sud-Ouest de l'Ukraine

La Transnistrie est une entité séparatiste de 4 163 km<sup>2</sup> située à l'Est de la Moldavie, représentant 11% de son territoire, entre le Dniestr et le Sud-Ouest de l'Ukraine. La capitale, Tiraspol, ne se trouve qu'à une centaine de kilomètres d'Odessa, grand port de la mer Noire dont elle constitue un *hinterland*. A l'heure actuelle, l'Ukraine, qui défend un front de près de 1 000 km face à la Russie, accorde une importance particulière à la question de la réintégration de la Transnistrie dans la Moldavie et, à un degré moindre, des développements en Gagaouzie. **L'indépendantisme de Tiraspol est considéré par Kiev comme une menace pour sa propre sécurité.** Cette focalisation pourrait avoir des implications visibles pour les relations entre les différentes parties concernées, sur les plans sécuritaires, diplomatiques et socio-économiques.

De fait, il faut observer que la Transnistrie ne constitue pas un front militaire en tant que tel, puisqu'elle n'est pas un théâtre d'opération, en dépit de quelques externalités visibles du conflit.<sup>2</sup> Bien qu'elle partage une longue frontière commune avec l'Ukraine, et qu'elle héberge toujours la XIV<sup>e</sup> Armée russe, **ni son administration, ni ses élites économiques ni sa population n'aspirent d'une quelconque manière à participer, aux côtés de la Russie, à la guerre en Ukraine.** En février 2022, aucun soldat de Transnistrie n'a pénétré le territoire ukrainien, faute sans doute de capacités suffisantes pour mener une offensive et défendre le territoire. A contrario, l'hypothèse d'une intervention militaire ukrainienne en Transnistrie, contre les troupes russes stationnées localement, a parfois été évoquée à Kiev, mais les autorités moldaves demeurent résolument opposées à une telle perspective, en raison des risques associés. Encore récemment évoqué par le député ukrainien Oleksiy Gontcharenko mi-avril 2024 lors de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, cette proposition a été rejetée par le ministre moldave des affaires étrangères Mihai Popsoi, attaché à un règlement pacifique du conflit.<sup>3</sup> De manière générale, la Moldavie, dont la neutralité est inscrite dans la constitution depuis 1994, n'entend pas promouvoir une solution militaire à la question transnistrienne. Dans le contexte actuel, cela exposerait le pays à des risques de représailles de la part de la Russie, à un niveau jamais connu depuis la fin de la guerre en Transnistrie<sup>4</sup>. En raison de la guerre, et des manœuvres de déstabilisation de Moscou contre le gouvernement légal de la Moldavie ainsi que de la candidature du pays à l'Union européenne, les relations entre Moscou et Chisinau sont extrêmement dégradées, comme le montre la stratégie

- 1 La guerre de Transnistrie, également connue sous le nom de guerre russo-moldave, a éclaté le 2 novembre 1990 à Dubăsari, opposant les forces pro-Transnistrie soutenues par la 14<sup>e</sup> armée russe aux forces pro-moldaves. Les combats, entrecoupés de cessez-le-feu temporaires, ont duré du printemps à l'été 1992, marquant une période de tensions politiques et ethniques exacerbées. Le conflit a été alimenté par des revendications nationalistes, des différences linguistiques et une polarisation politique, avec la Transnistrie déclarant son indépendance de la République de Moldavie en raison de craintes d'assimilation culturelle et linguistique. Les affrontements ont culminé avec la bataille de Bender en juin 1992, lorsque l'intervention de la 14<sup>e</sup> armée russe a mis fin au conflit, laissant des séquelles politiques et sociales durables dans la région.
- 2 À plusieurs reprises, la Transnistrie a été l'objet de divers accidents ou attaques, selon l'interprétation que l'on peut donner. En avril 2022, les services de sécurité transnistriens font l'objet d'une attaque et deux antennes émettrices, à proximité de la ville de Maïac, ont explosé. Récemment, début 2024, une chute de drones début avril 2024 près de Ribnita a également fait l'objet de spéculation et de tensions entre les représentants des deux rives du Dniestr.
- 3 <https://point.md/ru/novosti/politika/goncharenko-and-34-ne-pora-li-reshit-pridnestrovskii-vopros-liubymi-sredstvami-and-34/>
- 4 Un cessez-le-feu a été signé en juillet 1992.

nationale de sécurité adoptée en décembre 2023, et qui mentionne explicitement la Russie comme un adversaire.<sup>5</sup>

Sur le plan diplomatique, les trois décennies successives à l'indépendance n'ont pas permis de trouver une solution globale et durable du conflit transnistrien. Après celui-ci, un format de négociation spécifique a été établi visant à rétablir l'intégrité territoriale de la Moldavie ainsi qu'un statut spécial pour la Transnistrie, réunissant cinq protagonistes sous l'égide de l'OSCE, la Russie étant membre de cette organisation, l'Ukraine, la Moldavie et la Transnistrie. Le mandat de l'OSCE prévoyait également le retrait des troupes étrangères (donc russes), le respect effectif des obligations et engagements internationaux concernant les droits de l'homme et des minorités et l'assistance au suivi de la mise en œuvre des accords sur un règlement politique durable. Ce format a évolué vers un nouveau dit « 5+2 » en 2003 pour inclure les États-Unis et l'Union européenne comme observateurs. Cependant, force est de constater que ce mécanisme est bloqué, la dernière rencontre effective ayant eu lieu en octobre 2019, et les échanges se limitent à présent souvent à un format « 1+1 », c'est-à-dire mettant en contact directement la Moldavie et la Transnistrie. Dans ce cadre, et depuis l'indépendance moldave, la politique de la Russie a clairement consisté à chercher à s'appuyer sur la Transnistrie afin de peser sur l'orientation géopolitique globale de la Moldavie, et non à reconnaître l'indépendance de la première, qui serait enclavée entre deux États potentiellement hostiles. Aucun État membre de l'ONU n'a d'ailleurs reconnu l'indépendance de la Transnistrie, pas même la Russie, en dépit des demandes émanant de Tiraspol.

Par ailleurs, les relations économiques entre la Transnistrie et le reste de la Moldavie sont marquées par de fortes tensions récentes.

Longtemps, la région séparatiste a pu se prévaloir d'un potentiel industriel supérieur (acier, énergie, agroalimentaire) au reste du territoire moldave, plus rural et agricole. Autour de l'usine métallurgique MMZ de Ribnita et de la centrale électrique de Cuciurgan, deux piliers de l'économie locale, la Transnistrie compte plusieurs acteurs industriels exportateurs. Le système économique local repose sur un système financier séparé avec sa propre monnaie, le rouble transnistrien, et sa propre banque centrale. Cependant, elle a connu depuis plusieurs années un **déclin économique marqué ainsi qu'un processus de dépopulation plus marqué que dans le reste de la Moldavie** (340 000 habitants environ aujourd'hui, soit environ la moitié de la population de 1991) et de vieillissement (on y compte environ 100 000 retraités). Dès les premiers jours de la guerre, les autorités ukrainiennes ont fermé tous les points de passage frontaliers, perturbant ainsi les principales voies d'approvisionnement vers la Transnistrie, notamment en matière ferroviaire. Il a ainsi fallu attendre le 17 octobre 2023 pour qu'un train traverse de nouveau le territoire transnistrien, en simple transit entre l'Ukraine et la Moldavie. Cela a accentué l'isolement économique contraint<sup>6</sup> de ce territoire, caractérisé par son fort taux d'ouverture commerciale et qui **dépend de plus en plus de l'économie de l'UE pour ses exportations** (76% en 2022)<sup>7</sup>. C'est dans ce contexte qu'en août 2023 les autorités légales moldaves ont imposé aux entreprises de Transnistrie le paiement d'une redevance pour l'exécution des procédures douanières à compter du 1er janvier 2024, au grand dam des dirigeants transnistriens<sup>8</sup>. De ce fait, **la Transnistrie dépend donc de manière grandissante de l'approbation par le gouvernement moldave de toute exportation** dans la région. Cette problématique se pose particulièrement au sujet des biens à double usage, civil et militaire, qui suscitent de fortes préoccupations sécuritaires. Après d'autres

5 « Il est évident que la Fédération de Russie ne renoncera pas de sitôt à ses actions hostiles. Nous devons donc apprendre à vivre dans les conditions d'une guerre hybride de longue durée et de haute intensité. La République de Moldavie doit développer et renforcer constamment l'immunité contre les menaces hybrides. » [https://presedinte.md/app/webroot/uploaded/Proiect%20SSN\\_2023.pdf](https://presedinte.md/app/webroot/uploaded/Proiect%20SSN_2023.pdf)

6 Thomas Merle, « La Transnistrie, la mondialisation paradoxale d'un État non reconnu », L'Espace Politique, 43, 2021-01, mis en ligne le 01 mars 2022. <https://journals.openedition.org/espacepolitique/9559#quotation>

7 <https://novostipmr.com/ru/news/23-01-17/pridnestrovskiy-eksport-v-2022-godu-sokratilsya-na-200-millionov>

8 Kamil Calus, "Transnistria in the new international reality", *OSW Commentary*, 23 décembre 2023. [https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2023-12-29/transnistria-new-international-reality#\\_ftnref3](https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2023-12-29/transnistria-new-international-reality#_ftnref3)

entreprises, les autorités douanières moldaves ont ainsi classé dans cette catégorie les moteurs électriques produits par l'usine Elektromash de Tiraspol<sup>9</sup> en avril 2024, suscitant l'ire des séparatistes qui dénoncent un blocus.

Alors que le conflit transnistrien, non résolu, avait trouvé une forme de stabilité au fil des ans, la guerre en Ukraine a exposé la Transnistrie à une évolution drastique de son contexte régional, en particulier économique. Au-delà de ces dynamiques externes, il convient également de souligner que la question transnistrienne évolue également en fonction de ses propres paramètres internes.

## II • Les métamorphoses de la question transnistrienne

Pendant longtemps, la situation militaire a été le principal sujet d'inquiétude concernant la Transnistrie, s'agissant tant du personnel que du matériel. Côté personnel militaire, outre la force trilatérale de maintien de la paix (1 500 hommes, de Russie, Moldavie et Transnistrie), la question de l'évacuation de la 14<sup>e</sup> Armée, devenue Groupe opérationnel des forces russes (OGRF) en 1995, a été une pomme de discorde entre Russie et Moldavie, les autorités actuelles de cette dernière réclamant leur départ immédiat. Ces forces soutenant l'État *de facto* transnistrien comptent environ 2 500 hommes, ainsi que des forces paramilitaires (7 000 hommes) qui comprennent les forces armées elles-mêmes, mais aussi les unités du Ministère de l'intérieur, celles du Ministère de la sécurité de l'État, des douanes ainsi que les Cosaques de la mer Noire<sup>10</sup>, à quoi s'ajoutent les réservistes. En outre, côté matériel, l'énorme dépôt de munitions de Colbasna (environ 22 000 tonnes d'armement) constitue, en raison de son état de conservation incertain,

un risque accru d'explosions accidentelles, ce qui pourrait entraîner des pertes humaines, des dégâts matériels et une augmentation des tensions entre les parties. En tout état de cause, **la Transnistrie ne dispose que de relativement faibles ressources en termes d'hommes et d'armements**, et dépend en outre de la Roumanie pour ses réserves de carburant.<sup>11</sup> Cependant, ces préoccupations ont évolué pour englober des défis économiques et sociaux croissants qui menacent sa stabilité.

Sur le plan énergétique, la Transnistrie est confrontée à des défis significatifs, à la fois en matière de transit gazier et de production d'électricité. D'une part, **les livraisons de gaz en provenance de Russie, transitant par le territoire ukrainien, sont devenues facteur d'incertitude** à horizon du 1er janvier 2025, date d'expiration du contrat de transit de gaz en Ukraine. Or, avec une consommation annuelle d'environ 5 milliards de mètres cubes de gaz, la dépendance énergétique de la Transnistrie est préoccupante car une partie de sa production repose sur cette énergie abondante et subventionnée par la Russie. D'autre part, l'importante centrale électrique de Cuciurgan, détenue par l'entreprise russe Inter RAO dépend également de ces approvisionnements en gaz pour son fonctionnement, accentuant d'autant les risques associés à toute interruption des livraisons. Mise en service dans les années 1960, certaines de ses installations commencent à être considérées comme obsolètes, nécessitant des investissements importants pour une remise à niveau. Par ailleurs, la Moldavie sera moins dépendante de cette centrale en raison d'un important projet d'interconnexion électrique avec la Roumanie, qui garantira un approvisionnement plus sûr et diversifié. Chisinau s'affranchit ainsi de la Transnistrie, d'où provenait avant la guerre l'essentiel de son électricité.

9 <https://novostipmr.com/en/news/24-04-01/due-actions-moldovan-authorities-elektromash-plant-tiraspol-going>

10 "Actual Military Arsenal of the Tiraspol Regime", *Watchdog*, mars 2024.

11 Il est estimé que la Transnistrie dispose notamment de 18 chars T-64 BV, soit moins d'un bataillon de chars, qui devrait compter environ 30 à 40 chars ; des transporteurs blindés, des poseurs de mines, quelques véhicules blindés de combat, plusieurs dizaines de lance-roquettes Grad, des systèmes de missiles anti-chars automoteurs Konkurs (AT-5 Spandrel), des canons remorqués 100 mm et 85 mm, 6 obusiers automoteur 2S1 Gvozdika, 42 canons classiques de 120 mm, quatre hélicoptères d'attaque Mi-24 en plus des hélicoptères de transport classiques Mi-8. Toutefois, l'état de fonctionnement de ces matériels demeure en revanche incertain, en raison de l'entretien et du manque de pièces détachées, qui passaient autrefois par l'Ukraine. Op. cit.

Sur le plan politique, la Transnistrie a fonctionné comme un État *de facto* depuis l'indépendance, disposant d'un territoire, d'une population et d'un système administratif, mais sans reconnaissance internationale. **La gouvernance interne est marquée par une forme d'autoritarisme**, avec un pluralisme politique limité, une liberté de la presse restreinte et un système politique dominé par un seul parti. Pendant plusieurs années, la société Sheriff<sup>12</sup> a pu y assurer une forme d'hégémonie politique et économique mais la nouvelle situation l'oblige à réévaluer ses relations avec Chisinau afin de conserver au moins certaines de ses sources de revenus. L'élite politique a montré une volonté limitée de mettre en œuvre des réformes démocratiques significatives, maintenant un contrôle strict sur les processus politiques<sup>13</sup>. Toutefois, on observe des **divergences entre les intérêts des élites économiques, regardant vers les marchés européens, et les élites politiques qui restent proches des services de sécurité dont la survie dépend de Moscou**.

La question transnistrienne connaît de nouveaux développements qui peuvent faire craindre une détérioration rapide de la situation socio-économique, à même d'entraîner une hausse de la pauvreté, des migrations massives et une déstabilisation socio-politique pour l'ensemble de la Moldavie. Dans ce climat d'incertitude, la baisse d'un tiers du volume de commerce extérieur au premier trimestre 2024 de la région séparatiste par rapport à l'année précédente est un signal à observer de près<sup>14</sup>.

### III • Entre adhésion européenne et réintégration avec la Transnistrie

Posée à nouveaux frais, la question de l'articulation entre les processus d'intégration européenne et de réintégration de la Transnistrie constitue un enjeu central pour la Moldavie et ses partenaires internationaux. Elle a une incidence sur l'évolution de la région.

Du point de vue des autorités légales moldaves, le processus de réintégration de la Transnistrie dans le cadre de la Moldavie ne peut pas se réaliser au détriment de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République de Moldavie. Depuis le début de son mandat, la présidente moldave Maia Sandu a réitéré à plusieurs reprises sa position selon laquelle la réintégration ne peut être mise en travers du chemin européen, qui doit poursuivre sa propre logique. Autrement dit, il s'agit d'éviter de donner un droit de veto à la Transnistrie pour les options de politique étrangère du pays qui orienteraient vers Bruxelles et non vers Moscou. Dans cette optique, la réintégration est envisagée comme un processus graduel qui nécessite une démarche prudente et réfléchie pour assurer une transition pacifique et durable. Cette question ne peut être totalement disjointe de la question de la minorité gagaouze, au sud de la Moldavie, dont le statut d'autonomie régionale n'a pas permis d'apaiser les tensions<sup>15</sup>.

Le processus d'intégration européenne de la Moldavie a connu une accélération significative depuis le début de la guerre, aboutissant à l'annonce de l'ouverture des négociations d'adhésion avec Chisinau en décembre 2023, en même temps que l'Ukraine. Initié en 2005 par le président Voronine, le processus d'in-

12 Sheriff est une entreprise dirigée par des oligarques de Transnistrie, Viktor Gushan et Ilya Kazmaly, contrôlant la plupart des secteurs rentables de l'économie locale. Elle détient également une influence considérable sur la politique locale puisque pas moins de 29 des 33 « députés » et le président Krasnoselski sont affiliés au parti *Obnovlenie*, parti financé par l'entreprise pour représenter ses intérêts.

13 L'assassinat en juillet 2023 d'Oleg Khorzhan, figure de l'opposition et président du Parti communiste de Transnistrie, en témoigne. <https://www.opendemocracy.net/en/odr/transnistria-russia-ukraine-oleg-khorzhan-murder/>

14 <https://www.mold-street.com/?go=news&n=18145>

15 Depuis l'élection en mai 2023 de la gouverneure Evghenia Gutul, membre du parti de l'oligarque pro-russe Ilan Shor, les relations entre les autorités centrales et la région gagaouze se sont détériorées. Plusieurs épisodes conflictuels se sont succédés, des soupçons de fraudes électorales lors de l'élection elle-même au rapprochement avec la Russie, marqué notamment par de multiples rencontres entre la gouverneure et Vladimir Poutine.

tégration européenne a été renforcé au fil du temps par la création de deux missions spécifiques, afin d'appuyer les efforts des dirigeants moldaves : l'initiative de l'UE pour la frontière (EUBAM en 2005) et la Mission de l'UE pour faire face aux menaces hybrides (EUPM en 2023). Seule la première mission a un mandat en lien avec la résolution du conflit transnistrien, à travers le contrôle des frontières et la lutte contre la criminalité transfrontalière, la seconde ayant pour objectif de renforcer la résilience de l'État et de la société face à la déstabilisation en provenance de la Russie.

Le processus de réintégration de la Transnistrie dans la Moldavie exige de prendre en considération des facteurs liés à l'opinion publique et aux institutions. Malgré les évolutions du contexte régional, le sujet de la réintégration ne figure pas parmi les priorités de l'opinion publique moldave, prudente à ce sujet, voire relativement indifférente<sup>16</sup>. En outre, la réintégration risquerait de renforcer les partis dits pro-russes au sein de l'électorat moldave. L'opinion publique transnistrienne demeure difficilement accessible, bien que plusieurs milliers de Transnistriens travaillent actuellement à Chisinau, la capitale moldave. Cette présence offre une opportunité unique de renforcer les liens interpersonnels et de promouvoir une meilleure compréhension mutuelle entre les deux parties. Institutionnellement, le gouvernement du PAS (Parti action et solidarité de Maia Sandu) s'est concentré sur le renforcement des capacités administratives de l'État moldave, notamment dans la perspective des négociations avec l'UE. Pour sa politique à l'égard de la réintégration, le gouvernement a nommé un vice-Premier ministre, Oleg Serebrian, et dispose d'une administration propre, le Bureau pour la réintégration, chargé de coordonner les efforts dans ce domaine entre les différents ministères.

Au-delà des compétitions sportives et de l'Église orthodoxe autocéphale, qui font aujourd'hui partie d'un espace partagé entre la Transnistrie et la Moldavie, la question pour Chisinau consiste dorénavant à **ajouter progressivement d'autres domaines partagés, en commençant par l'économie**. Pour les prochaines années, le rapprochement devrait se concentrer sur des politiques sectorielles, du plus simple au plus compliqué, et selon un calendrier et un budget à définir.

En somme, si la Transnistrie apparaît comme un mini-Donbass, les perspectives et les potentialités de la réintégration sont, elles, bien différentes de celles qui ont présidé au début de la guerre en Ukraine.

### • Conclusion. Trois scénarios d'évolution des tensions à horizon 2025-2026

Dans les différents scénarios qui suivent, présentés par ordre de probabilité décroissante, nous nous aventurons dans un territoire incertain, où les contours du futur sont façonnés par une multitude de facteurs dynamiques.<sup>17</sup> Nous retenons néanmoins plusieurs hypothèses pour les fonder, telles que la volonté commune des deux rives du Dniestr d'éviter une reprise de la guerre, l'influence croissante de l'Union européenne dans la région, et la diminution des leviers dont dispose la Transnistrie.

En outre, il paraît évident à ce stade que l'inconnue principale demeure l'évolution de la guerre en Ukraine et son impact sur la région. Une Russie loin de la frontière moldave sera moins en mesure de peser sur la situation que par le passé, tandis qu'une offensive russe en Ukraine du Sud (vers Odessa) aurait des effets considérables sur la situation régionale. De même, une fin de

<sup>16</sup> A titre d'exemple en août 2023, selon le Baromètre de l'opinion publique de l'Institut des politiques publiques de Chisinau, seuls 1,9 % des Moldaves estimaient que le problème du séparatisme devait être le principal problème à résoudre, loin derrière la corruption ou la pauvreté. [https://ipp.md/wp-content/uploads/2023/09/BOP\\_08.2023.pdf](https://ipp.md/wp-content/uploads/2023/09/BOP_08.2023.pdf) Par contraste, en avril 2024, la crainte d'une guerre est la première réponse donnée à la question « Quels problèmes hérités du passé de la Moldavie doivent être évités dans le futur ? » (38,5%).

« Socio-political survey », CBS Axa / Watchdog, avril 2024.

<sup>17</sup> Parmi les exercices de prospective sur la Moldavie intéressants, voir : Denis Cenuşa, « Tensions around the Transnistrian conflict in Moldova: early signs of an escalation scenario and future prospects », *Bulletin Eastern Europe Studies Centre*, 20 février 2024 <https://www.eesc.lt/en/publication/tensions-around-the-transnistrian-conflict-in-moldova-early-signs-of-an-escalation-scenario-and-future-prospects/>

guerre qui déboucherait sur un cessez-le-feu comparable à la situation de la Corée n'aurait pas les mêmes conséquences pour la région qu'un traité de paix fixant des règles prévisibles de fonctionnement du continent.

### I SCÉNARIO 1 : LA RÉINTÉGRATION GRADUELLE AVEC LA MOLDAVIE

Ce scénario suppose que les troupes russes restent éloignées du port ukrainien d'Odessa, et tenue à distance raisonnable de la Transnistrie. Dans ce cas de figure, Maia Sandu est réélue à la présidence en octobre – novembre 2024. Elle remporte son référendum sur l'intégration européenne, et tente tant bien que mal de s'assurer une majorité au parlement, en dépit de la forte polarisation interne et d'une puissante campagne de déstabilisation de la Russie<sup>18</sup>. Cependant, l'évolution régionale oriente inévitablement la Transnistrie vers davantage de concession avec la Moldavie : il en résulte de fortes tensions internes à Tiraspol, entre des élites économiques transactionnelles et des élites politiques dépendantes de Moscou et de ses services de sécurité.

Les progrès de l'intégration européenne vont de pair avec un accompagnement européen concernant les coûts de la réintégration, alliant hausse des prix de l'énergie, démantèlement des institutions transnistriennes et reconversion des industries militaires, mais aussi coûts sociaux et services publics. Dans ces conditions, par étapes successives, l'idée d'une réunification devient plus attractive pour les habitants de la Transnistrie, au point de constituer un horizon politique concret à horizon 2028-2029, pour une réintégration complète à la fin des années 2030. Dans ce scénario, la Moldavie parvient à éviter la malédiction ukrainienne de la partition de fait par annexion.

### I SCÉNARIO 2 : L'ESCALADE RÉGIONALE

Dans ce scénario, le front russe se rapproche de la Transnistrie, l'Ukraine faisant face à un manque d'hommes plus encore que de munitions pour stabiliser les affrontements au-delà du Dniestr, rendant sa situation compliquée à horizon 2025. Les autorités transnistriennes sont encore en situation instable, vulnérables à une opération ukrainienne, mais moins que depuis le début de la guerre. Tout en gardant un œil sur les interlocuteurs moldaves, ils ont pu observer que Maïa Maia Sandu, bien que réélue présidente, n'a pas été capable de maintenir une majorité, faute d'être capable d'établir des ponts avec de potentiels alliés. De leur côté, les élites transnistriennes s'appuient sur la région gagaouze, foyer d'opposition à Maia Sandu depuis son premier mandat, pour essayer d'obtenir le maximum de concessions et ralentir, voire renverser, le processus d'intégration européenne. Les forces russes y organisent une série d'incidents afin de faire monter la tension entre les deux capitales, Chisinau et Tiraspol, tentant de faire rompre les communications entre les deux rives du Dniestr. En se rapprochant, les dirigeants russes pourraient alors prendre une décision : reconnaître l'indépendance puis annexer la Transnistrie, déstabiliser la Gagaouzie pour renforcer la pression sur l'Ukraine, ou contraindre la Moldavie à une forme de fédéralisation du pays donnant un droit de veto indirect à la Russie, au vu de son influence à Tiraspol ? Dans les deux cas, la Moldavie se trouve fragilisée, et les forces d'opposition à l'intégration européenne en sortent renforcées à Chisinau. Dans ce cas, la Moldavie subit le sort de l'Ukraine et la Transnistrie est dans une situation comparable à un des cinq districts illégalement annexés par la Russie en Ukraine orientale.

18 Un référendum sur l'appartenance de la Moldavie à l'Union européenne se tiendra le 20 octobre 2024, jour du premier tour de l'élection présidentielle, sur la question de savoir si le pays doit modifier sa Constitution pour y inclure le souhait des citoyens moldaves d'adhérer à l'UE, afin d'éviter que les futurs gouvernements ne fassent dérailler le pays de sa trajectoire pro-européenne. Sur le système politique moldave depuis le début de la guerre en Ukraine, voir Florent Parmentier, « Moldavie : un système politique sous tension. Entre aspirations européennes et guerre en Ukraine », *Russie. Eurasie. Visions*, n° 128, Ifri, mai 2023. [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/parmentier\\_moldavie\\_mai2023.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/parmentier_moldavie_mai2023.pdf)

### I SCÉNARIO 3 : LE STATU QUO PAR LA RÉACTIVATION CONTRARIÉE DU FORMAT « 5+2 »

Ce scénario se distingue de l'intégration rampante et de l'escalade par son indétermination. L'appel transnistrien a dénoncé la « strangulation économique » en février 2024 n'a pas débouché sur de grandes conséquences à court terme, mais a contribué à ancrer l'idée qu'une crise sociale et humanitaire reste possible et qu'il est préférable de l'éviter. Vers 2026 - 2027, face à l'enlisement du conflit, Européens et Russes cherchent à trouver des moyens de stabiliser le continent européen, cette option étant dorénavant soutenue par plusieurs exécutifs nationaux ainsi qu'une coalition disparate au Parlement européen. Si l'OTAN n'est plus une proposition sur la table pour l'Ukraine et la Moldavie, le statut de différentes régions fait l'objet de larges discussions concernant les garanties de sécurité bilatérales. Dans ce contexte, l'annexion russe est impossible et la réintégration rampante improbable, faute d'incitation extérieure. Un statu quo qui masque son nom, le format « 5+2 » est désormais rétabli comme outil de négociation. Des discussions ont lieu sur l'extension du format à un possible « 5+3 » avec la Chine, à des fins de redynamisation économique de l'ensemble de la région, au vu du grand chantier de la reconstruction de l'Ukraine. Alors qu'une perspective de résolution du conflit était envisageable lors du second mandat de Maia Sandu, il est à présent repoussé à plus tard.

Directeur de la publication: Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • Mise en pages : Marjolaine Bergonnier • © Institut Jacques Delors

#### Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken  
18 rue de Londres 75009 Paris, France • [www.delorsinstitute.eu](http://www.delorsinstitute.eu)  
T +33 (0)1 44 58 97 97 • [info@delorsinstitute.eu](mailto:info@delorsinstitute.eu)



Ce projet reçoit des financements du programme Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV) de la Commission européenne sous le numéro Project 101104850 – IJD 2023.